

Initiatives ministérielles

tout simplement carte blanche pour dépenser à sa guise. J'aimerais bien qu'il nous dise ce qu'il pense à ce sujet.

M. Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je dirai d'abord que je ne considère absolument pas les paiements de péréquation comme un cadeau.

Je ne pense pas que le Bloc québécois soit le seul à parler au nom du Québec. Il y a un gouvernement provincial libéral actuellement à Québec. J'estime et j'espère que les fonds de la péréquation sont consacrés à des programmes gérés publiquement d'une manière responsable dans le domaine de l'éducation et du recyclage, entre autres. De grâce, ne considérons pas ces paiements comme un cadeau.

Je dirai à la députée de l'Alberta que je reconnais que sa province éprouve de graves difficultés. C'est la même chose pour ma ville et ma province. Cependant, il faut aussi reconnaître que le Québec et certaines provinces de l'Atlantique traversent une période encore plus difficile. Il faut bien l'admettre.

En ce qui concerne la SRC et les 25 millions de dollars, il ne faut pas croire que cette dernière va dépenser tout cet argent en frivolités. Avant d'engager des dépenses, la SRC doit se soumettre à un processus très rigoureux; cet argent sert à rehausser le contenu canadien et à réaliser de nouvelles émissions. Le député a parlé ce matin de recettes accrues pour la SRC.

L'une des raisons du manque à gagner de la SRC, c'est qu'elle doit concurrencer des chaînes comme CTV qui ont un plus important contenu américain. En fait, les normes que doit respecter la SRC en matière de productions et de contenu canadiens sont à des lieues de celles des autres réseaux, comme CTV, qui se contentent essentiellement de louer des productions étrangères. L'argent servira à améliorer le produit, le contenu canadien de la programmation de la SRC, ce qui, on l'espère, accroîtra la qualité de celle-ci et fera qu'elle sera aussi productive que celle des autres réseaux.

• (1730)

J'estime que la députée doit reconnaître que la nouvelle direction, et je ne veux pas dénigrer la précédente, a assuré au CRTC et à tous les députés, de même qu'à tout le pays, qu'elle estime ne pas échapper au processus de restructuration et de renouvellement qui nous touche tous. Les nouveaux dirigeants vont faire en sorte que l'argent soit dépensé judicieusement.

M. Paul Zed (Fundy—Royal): Monsieur le Président, tout au long du débat d'aujourd'hui, il a été beaucoup question d'éléments spécifiques du budget. Je voudrais prendre un instant pour situer le débat en rappelant aux députés la grande orientation du budget. Le président de la Chambre de commerce du Canada a dit de ce budget qu'il allait dans la bonne direction et donnait des indications très précises sur les moyens à prendre.

Le budget est axé sur trois défis essentiels. Il s'agit tout d'abord de mettre les moyens en place pour relancer l'économie. Deuxièmement, il faut renouer avec la responsabilité financière. Enfin, il faut garantir le maintien à long terme de nos programmes sociaux.

Le budget propose une démarche équilibrée pour atteindre ces objectifs, car ce dont le Canada a le plus besoin, c'est de croissance et d'emplois. Le budget est la première étape d'un processus qui en comprend deux. Les mesures prises dans l'immédiat seront suivies de vastes réexamens des politiques afin de préparer d'autres interventions.

Le gouvernement a pris des mesures concrètes pour répondre au besoin urgent que sont la création d'emplois et la relance de notre économie. Le Canada, comme nous le savons tous, vient de connaître une pénible récession et c'est pourquoi nous agissons sans tarder afin de redonner confiance aux consommateurs et de stimuler la croissance. Je songe à des mesures comme le programme national d'infrastructure.

Le Nouveau-Brunswick, comme les autres provinces, est en train de choisir les premiers projets qui seront financés au moyen des 153 millions de dollars qui doivent être dépensés dans notre province au cours des trois prochaines années. Le gouvernement a aussi annoncé des mesures stratégiques pour aider le Canada à livrer concurrence et à prospérer dans une économie nouvelle. Dans cette optique, le budget propose de l'aide pour les PME. Le dynamisme qui créera des emplois, c'est notre économie en rapide évolution. Des mesures pour alléger la réglementation et les taxes sur la masse salariale et faciliter l'accès aux capitaux et à la nouvelle technologie sont essentielles au soutien de la croissance et à la création d'emplois dans l'économie nouvelle.

Conformément à la philosophie de ce budget, le Comité permanent de l'industrie a entamé une étude sur l'accès, par les petites et les moyennes entreprises, à des sources de financement nouvelles ou traditionnelles. Ces dernières semaines, par souci de respecter l'engagement du gouvernement à consulter les Canadiens, ce comité a entendu les témoignages de propriétaires de petites et de moyennes entreprises d'un peu partout dans le pays.

Je suis heureux de noter qu'un certain nombre d'entrepreneurs du Canada atlantique ont présenté d'excellents témoignages sur ce sujet très important. Les chefs de petites entreprises savent combien il est difficile d'obtenir un prêt modeste, et ce comité désire voir comment le gouvernement peut leur venir en aide.

Dans le budget, on prend des mesures décisives pour réduire immédiatement le déficit et pour offrir au Canada un plan réaliste afin que le déficit atteigne un objectif raisonnable de 3 p. 100 du PIB en trois ans. Aucun gouvernement canadien n'a atteint pareil objectif depuis 20 ans. Nous accomplirons cela surtout en réduisant les dépenses et, sur ce chapitre, notre gouvernement donne l'exemple.

Ainsi, le projet de loi C-17 bloque les traitements des députés. Au cours des trois prochaines années, les économies nettes provenant de toutes les compressions de dépenses atteindront 17 milliards de dollars. Cela représente le plus vaste programme de réductions nettes des dépenses de tout budget en plus de dix ans.

• (1735)

Nous avons encore du travail à faire. En dépit des statistiques encourageantes de la semaine dernière qui montrent la plus forte baisse mensuelle du taux de chômage en 10 ans, il y a encore beaucoup de Canadiens sans travail. Nous avons une économie où un enfant sur six vit dans la pauvreté, où les programmes